



- Négociateurs israéliens et palestiniens, en présence du médiateur américain Martin Indyk, se voient mercredi.
- Alors que le processus de paix israélo-palestinien s'enlise, Ramallah affiche une image de cité prospère.
- Mais si certains habitants sont des privilégiés, la réalité n'est jamais loin.

Mirage à Ramallah

Manar, 26 ans, travaille dans une boutique de Ramallah. La ville est libérale mais Manar rêve d'émigrer aux Etats-Unis ou au Chili.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Ramallah
et Jérusalem

La cohue sur le trottoir, une foule bigarrée qui s'approche des portes : le bus numéro 19 a l'air bien petit pour absorber un tel flot de voyageurs. Femmes voilées, vieillards, garçons dans la fleur de l'âge, chacun joue des coudes pour se frayer un passage à l'intérieur. Beaucoup devront voyager debout pendant la bonne heure et demie que dure le trajet. Et à moins d'aimer la promiscuité, on peut s'estimer chanceux lorsqu'un voyageur fait signe pour indiquer l'un des derniers sièges libres à côté de lui. "You America ?", demande le jeune garçon. "New York, Miami, Chicago ?" Il a 17 ans et mesure un petit mètre soixante. Comme dans bien des endroits du monde, Lowi se plaît à voir en tout étranger un compatriote de Bruce Willis et Barack Obama. Le rêve américain vit toujours, même dans les endroits les plus improbables de la planète. Ici, le rêve fait même partie du quotidien et relève plus de l'instinct de survie que de l'évasion.

Nous sommes à Jérusalem, capitale autoproclamée d'Israël et ville trois fois sainte pour des millions de croyants à travers le monde. Huit cent mille personnes vivent ici, dont 260 000 Palestiniens chrétiens et musulmans, qui ont un statut de "résident permanent" depuis la conquête par Israël des quartiers orientaux de la ville en 1967. Malgré "la réunification" de la ville, Juifs et Arabes continuent de vivre dans des univers séparés. Et bien que Ramallah ne soit qu'à

14 km plus au nord, la distance qui sépare les deux villes est comme un abîme infranchissable pour quatre millions de Palestiniens, titulaires –comme Lowi– de la fameuse "carte verte", carte d'identité des résidents de Cisjordanie. Aux Etats-Unis, la "green card" est synonyme de permis de séjour : le sésame pour le rêve américain. Ici, elle renvoie aux restrictions à la circulation, au poids de "l'occupation", à un avenir incertain.

Le piège d'Oslo

Comme Jérusalem-Est (dont les habitants arabes possèdent une carte d'identité bleue qui les autorise à circuler partout), la Cisjordanie a été conquise par Israël lors de la Guerre des Six jours de 1967. Et bien que n'ayant jamais été annexés à l'Etat hébreu, les habitants ont joui pendant plus de vingt-cinq ans d'une sorte de "laissez-passer général" leur permettant de circuler à leur guise sur le sol israélien. Jusqu'aux années 90, de nombreux Palestiniens travaillaient ainsi quotidiennement sur les chantiers de Tel Aviv ou dans les nombreux kibboutzim en manque de main-d'œuvre agricole. C'était le temps de la paix économique. Celui où Israéliens et Palestiniens se côtoyaient le plus, même si les premiers avaient réussi à concrétiser leur rêve d'émancipation nationale contrairement aux seconds. C'est paradoxalement avec les accords d'Oslo que la situation va progressivement se dégrader.

En 1993, Israéliens et Palestiniens signent un accord historique qui prévoit la reconnaissance mutuelle et l'engagement dans un processus de paix. Deux ans plus tard, ils conviennent d'un découpage provisoire de la Cisjordanie. Dans les zones A (18 % du territoire), l'Autorité palestinienne nouvellement créée gère toutes les compétences, civiles et militaires. Il s'agit de sept villes (Ramallah, Bethléem, Naplouse, Jéricho, Jénine, Tulkarem, Qalqilya), ainsi qu'une partie d'Hébron, soit 60 % de la population palestinienne. Dans les zones B (22 % du territoire, essentiellement des banlieues et des villages autour des grandes villes), l'Autorité palestinienne est compétente pour les affaires civiles, l'armée israélienne restant en charge de la sécurité. Quand aux zones C (60 % du territoire et 5 % de la population), elles restent entièrement sous contrôle israélien – pour l'essentiel des campagnes, des terres agricoles, des voies de communication et des colonies qui abritent 250 000 Israéliens.

Cette situation, transitoire, devait prendre fin en 2000 avec une solution définitive agréée par les deux parties. Mais Israéliens et Palestiniens ne parvinrent jamais à se mettre d'accord. Cette année-là ne fut pas celle d'un accord de paix, mais bien celle d'une deuxième Intifada, particulièrement

sanglante, qui frappa la région. Elle dura cinq ans et se solda par des milliers de morts des deux côtés. Depuis, un mur de huit mètres de haut –la Barrière de sécurité– a été érigé entre Israël et les territoires palestiniens. Sur la carte, la Palestine ressemble désormais à un archipel de zones autonomes, entourées de checkpoints et de barbelés. Le drapeau palestinien flotte sur tous les bâtiments officiels de Ramallah, les policiers patrouillent dans des véhicules flambant neufs, mais leur autorité s'évapore au checkpoint de Qalandiya, le point de passage vers Jérusalem. Impossible de le franchir, à moins d'être muni d'un "Ichour", permis délivré au compte-gouttes par les autorités militaires israéliennes. Impossible d'espérer un changement à court ou moyen terme, à moins qu'Israéliens et Palestiniens ne parviennent à dépasser les blocages qui paralysent toute tentative de relance des négociations depuis dix ans.

Dans les zones A, la vie a repris dans un semblant de normalité. Le calme règne dans les rues. Mais le rêve d'émancipation nationale vit toujours dans les cœurs. Ce statu quo peut-il durer indéfiniment ?

Dans les zones A, la vie a repris dans un semblant de normalité. Le calme règne dans les rues. Mais le rêve d'émancipation nationale vit toujours dans les cœurs. Ce statu quo peut-il durer indéfiniment ?

Comme à Paris ou Londres

Ouday a 27 ans. Diplômé de médecine dans une grande université britannique, il est revenu à Ramallah l'année dernière et travaille comme chercheur dans une institution liée à l'université palestinienne de Bir Zeit. Au "Café la Vie", dans le centre-ville, on a du mal à réaliser qu'on se trouve au cœur d'une ville arabe de 30 000 habitants. "Ici, c'est un petit îlot d'Occident. Ou plutôt d'univers

mondialisé. On pourrait être à Paris ou à Londres", explique-t-il. Caffè latte, gâteaux au chocolat : la carte n'a pas grand-chose à voir avec le traditionnel houmous –falafel dont rivalisent les dizaines d'enseignes locales dans les rues alentours. On trouve de la bière –la fameuse Taybeh, produite dans un village chrétien à quelques kilomètres de là– et on peut même la boire en terrasse, signe que Ramallah fait vraiment figure d'exception dans l'archipel palestinien. "C'est sûr que c'est beaucoup plus libéral ici", poursuit Ouday. "Il y a une plus grande tolérance, une plus grande ouverture d'esprit. On peut sortir, faire la fête, avoir une vie presque normale, comme si la situation autour de nous n'existait pas."

Une promenade dans certains quartiers de la ville confirmera aisément ces propos. Cafés, centres commerciaux, hôtels de luxe et restaurants panoramiques, Ramallah offre à ses visiteurs une image étonnante, loin de l'idée que l'on se fait d'une ville assiégée ou d'un pays en guerre. Payée en dollars, l'élite politique et sociale affiche un train de vie comparable à celui que l'on trouve à Tel Aviv ou dans d'autres villes d'Europe et d'Amérique du Nord. La jeunesse dorée profite des plaisirs de la ville en faisant comme si le contexte politique alentour n'existait pas. "Mais tout cela n'est qu'une illusion de normalité", explique Dalila Boualam, chercheuse à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO). "En réalité l'économie est inexistante. Toute cette élite est payée par l'Autorité palestinienne ou par les institutions internationales. Et ce statut de privilégié ne lui donne pas forcément de facilités pour ob-

tenir un permis ou franchir un checkpoint."

Un nouveau soulèvement ?

Fortement dépendants d'Israël, les Palestiniens ont un accès limité aux ressources naturelles de la Cisjordanie. Impossible pour eux d'importer ou d'exporter quoi que ce soit sans passer par leur puissant voisin. La plupart des produits vendus dans les magasins viennent d'Israël et la difficulté à obtenir un permis pour travailler de l'autre côté du mur fait que de nombreux jeunes sont au chômage, sans réelle perspective d'amélioration pour l'avenir. "Toute cette vie n'est qu'un grand mensonge", confirme Ouday. "Tu peux t'éclater comme un fou à Ramallah mais il suffit de rouler trois kilomètres pour tomber sur le checkpoint de Qalandiya. Et là, la réalité te rattrape."

En 1987, la première Intifada avait explosé dans les territoires palestiniens comme un soulèvement général contre l'occupation israélienne. Elle a mené aux accords d'Oslo, un espoir d'émancipation noyé vingt ans plus tard dans la réalité d'un Etat fantoche dont la survie dépend du bon vouloir d'Israël et de l'aide internationale. Fini le rêve d'un pays indépendant vivant en paix au côté d'Israël. "Oslo a transformé l'occupation en occupation 5 étoiles", explique ce maire d'une petite localité de Cisjordanie. "Les Israéliens ne doivent plus s'occuper de nous. Ils n'ont plus qu'à contrôler les frontières de nos

villes. Les Européens nous versent nos salaires, et nous les dépensons en achetant des produits israéliens. Ils n'ont aucun intérêt à ce que la situation change."

Faut-il dès lors imaginer un nouveau soulèvement, à l'avenir, pour venir ébranler le statu quo ? Les spécialistes sont divisés sur la question. Certains estiment que la société palestinienne est encore sonnée par la répression de la deuxième Intifada et que personne n'est prêt à embrasser à nouveau la voie de la violence. D'autres au contraire, pensent que la frustration va grandissant chez les nouvelles générations et qu'il faut s'attendre à une nouvelle confrontation dans un avenir proche. "Je ne crois pas à la théorie d'une troisième Intifada", estime pour sa part Ouday. "Mais je crois que cette situation ne va pas pouvoir durer éternellement. Il va forcément se passer quelque chose. Mais je n'ai aucune idée de la forme que ça va prendre." Difficile donc de tirer des plans sur la comète.

Dans cette région du monde, les crises surviennent souvent par surprise, et il suffit d'une étincelle pour déclencher une succession d'événements plus ou moins inattendus. En attendant, Israéliens et Palestiniens se sont efforcés, ces six derniers mois, de relancer des pourparlers de paix sous l'égide des Etats-Unis, afin d'aboutir –peut-être– à la fameuse "solution à deux Etats" rêvée il y a vingt ans. Mais sur le terrain, dans la rue, peu nombreux sont ceux qui y croient encore.

Série

Plus de vingt ans après les accords d'Oslo, la Palestine n'est toujours pas l'Etat indépendant rêvé lors de la célèbre poignée de main entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Le processus de paix est au point mort et le statu quo sur le terrain s'est imposé dans la durée.

Les deux parties ont multiplié les gestes d'hostilité depuis qu'Israël a refusé de libérer, comme prévu le 29 mars, un quatrième et dernier contingent de prisonniers, réclamant désormais une prolongation des négociations au-delà de la date butoir du 29 avril. Une réunion israélo-palestinienne, sous la houlette de l'émissaire américain Martin Indyk, est prévue mercredi soir.

Le rêve promis il y a vingt ans est-il encore possible ? C'est ce que nous avons cherché à savoir, à travers cette série de reportages. Une plongée en trois volets dans la société palestinienne, qui donne la part belle à ses jeunes : ceux qui sont nés avec cette promesse d'un Etat, et qui l'attendent toujours.

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles



A Jifkil, un berger palestinien mène son troupeau près de son camp, démoli par les bulldozers israéliens pour en faire une zone d'entraînement de l'armée.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Jéricho et Jiflik

Plus de 200 mètres en dessous du niveau de la mer, la ville de Jéricho apparaît comme une oasis au milieu du désert. Vingt-cinq mille habitants, une palmeraie luxuriante que l'on aperçoit depuis les rives de la mer Morte. C'est l'une des plus vieilles villes du monde et le seul centre urbain de la vallée du Jourdain, une région désertique qu'Israël a entrepris de transformer en miracle agricole depuis une quarantaine d'années. D'après l'Ancien Testament, c'est cette ville que les Hébreux auraient conquise en premier à leur retour d'Egypte. Après quarante années d'errance dans le désert, la prise de Jéricho fut en quelque sorte la première étape de l'établissement de leur royaume en terre promise. L'aboutissement d'un long voyage et la fin définitive de l'esclavage pour devenir un peuple libre et souverain.

Environ 3500 ans plus tard, Jéricho est devenue une ville arabe. Et, ironie de l'histoire, c'est elle qui, le 13 mai 1994, fut la première ville à être transférée à l'Autorité palestinienne. La première d'une longue liste qui devait aboutir à la création d'un Etat palestinien qui se fait toujours attendre. Sur le balcon de l'hôtel de ville, un panneau rappelle au visiteur que c'est ici, cette année-là, que Yasser Arafat prononça son premier discours public. A l'époque, l'euphorie était à son comble. Les drapeaux palestiniens, interdits jus-

qu'alors, fleurissaient partout dans la ville. L'indépendance était en marche. Et signe que la prospérité en était son corollaire, un immense casino, bâti juste à la lisière de la ville, attira par milliers les joueurs israéliens trop heureux de venir dépenser leurs shekels dans ce qui était en train de devenir une nouvelle zone franche au sein de leur pays.

"Ici, ce sera la Syrie"

Mais ici comme ailleurs dans les territoires palestiniens, tout le monde a déchanté depuis longtemps. La deuxième Intifada (2000-2005) est passée par là. Elle a laissé s'évaporer le rêve d'une Palestine indépendante. Le casino a fermé. Et hormis quelques touristes, qui viennent encore emprunter le téléphérique qui mène au monastère de la Tentation, la ville de Jericho attend désormais des jours meilleurs, sans savoir s'ils viendront. "Regarde bien cette ville", nous lance ce jeune homme. "Dans quelques années ici, ce sera la Syrie!" La Syrie? "Pas de travail. Pas d'espoir. Un pouvoir corrompu vendu à l'occupant. Que veux-tu qu'on fasse?" interroge Mohamed, 25 ans.

Comme nombre de ses contemporains des zones A (les zones autonomes palestiniennes, 18% du territoire pour 60% de la population), Mohamed est

diplômé et au chômage, sans espoir de trouver du travail dans sa ville ou d'obtenir un permis pour travailler en dehors, dans l'une des vingt et une colonies agricoles israéliennes proches de Jéricho. Ces dernières, établies dans la région depuis près de 40 ans, emploient tout de même plusieurs milliers de Palestiniens tous les jours. Des Palestiniens qui s'estiment chanceux, même si, pour beaucoup d'entre eux, travailler chez les Israéliens est davantage une nécessité économique qu'un choix.



La guerre de l'eau

En quittant Jéricho par le nord, la route 90 longe la frontière jordanienne sur près de 75 kilomètres. Tout le long de la route, on aperçoit des dattiers et des serres verdoyantes. Cette région, totalement désertique au moment de sa conquête, est la fierté des agriculteurs israéliens. Ils en ont fait le grenier à blé de l'Etat hébreu et la principale région dont sont issus les légumes et les herbes fraîches "made in Israel" que l'on trouve sur tous les étals européens.

Selon le droit international, la vallée du Jourdain fait pourtant partie de la Cisjordanie, un territoire non annexé à Israël que les Palestiniens revendiquent comme devant faire partie intégrante de leur Etat. La vallée du Jour-

dain est l'une des principales pommes de discorde entre les deux parties puisque le gouvernement israélien souhaite la maintenir dans son giron pour des raisons tant économiques que stratégiques. Selon le découpage provisoire de la Cisjordanie intervenu il y a 20 ans, la vallée du Jourdain se trouve en zone C. Contrairement aux zones A et B, l'Autorité palestinienne n'a donc ici aucun pouvoir. Les zones C, qui représentent 60% de la Cisjordanie actuelle, sont entièrement sous contrôle israélien. Et c'est peu dire que cette situation représente son lot de tracasserie quotidien pour les Palestiniens qui y vivent.

Non loin de la route 90, le village de Jiflik est une petite communauté agricole composée de champs et de baraquements en tôle ondulée. Le soleil tape dur plus de dix mois par an. Et comme pour les "moshavim" (communautés agricoles coopératives, NdLR) israéliens tout autour, la question de l'accès à l'eau est cruciale si l'on veut espérer faire pousser quelque chose dans ce désert. Abdallah Dalarwa en sait quelque chose. Président d'une coopérative d'agriculteurs, cela fait des années qu'il se bat pour maintenir une agriculture palestinienne dans ce village, en dépit des difficultés techniques et administratives que ce choix représente.

En zone C, le temps s'est en effet arrêté il y a quarante ans. Contrairement aux territoires sous contrôle palestinien (les zones A et B), il est ici interdit aux Palestiniens d'effectuer la moindre

modification d'infrastructure, comme la construction d'un puits ou l'agrandissement d'une maison. Tous ces travaux doivent faire l'objet d'un permis délivré par les autorités israéliennes. Les contrevenants s'exposent à la démolition immédiate de l'ouvrage, le plus souvent à leurs frais. "On a besoin d'eau pour nos cultures, mais nos réservoirs datent de l'époque jordanienne" (avant 1967, NdLR), explique Abdallah Dalarwa. "Impossible d'en creuser de plus profonds. Alors on se concentre sur les légumes peu demandeurs en eau. C'est très difficile. Surtout que dans cette région, l'eau en sous-sol est salée."

Pour permettre le développement des colonies agricoles israéliennes, la société nationale des eaux a creusé des conduites amenant l'eau des montagnes vers la vallée. Grâce aux technologies de pointe développées par Israël dans ce domaine, l'eau est utilisée de manière optimale pour les cultures. Et pour boire ou de laver, il suffit de tourner le robinet comme n'importe où ailleurs en Israël. Mais à Jiflik, les choses sont loin d'être aussi simples. "Le tuyau passe à côté de chez nous mais on n'a pas le droit d'y prendre de l'eau. Nous avons un robinet pour le village avec une quantité d'eau limitée par famille", déplore Abdallah Dalarwa. Dans certains villages palestiniens de la vallée du Jourdain, le robinet est si éloigné qu'une personne est désignée chaque jour dans chaque famille pour aller remplir les jerricans et les ramener en tracteur. "Et tout cela, pour habiter dans un baraquement. Je n'ai même pas le

droit de me construire une vraie maison, les Israéliens viendraient immédiatement la démolir", poursuit Abdallah Dalarwa. Ici, précise-t-il, le moindre aspect de la vie est une lutte. "Mais je n'ai pas le choix", conclut-il. "C'est moi ou eux. Si je jette l'éponge pour partir vivre en zone A, les Israéliens prendront ma terre. Ils auront gagné et moi je ne serai plus agriculteur. A moins d'aller travailler pour eux dans une colonie."

La zone C, oubliée de l'aide internationale

La situation de la vallée du Jourdain est similaire à celle des autres zones C ailleurs en Cisjordanie. Manque d'infrastructures, difficultés d'accès aux ressources. Le sous-développement de cette région est un frein considérable à la constitution d'une économie palestinienne viable. "Depuis les accords d'Oslo, toutes les zones C ont été laissées de côté", explique Ghazi Kelani, responsable de mission d'Oxfam pour les territoires palestiniens. "Les millions d'euros de l'aide internationale sont allés dans les villes, dans les infrastructures des zones A. Pourtant, c'est dans les zones C que se trouvent toutes les ressources naturelles. Si Israël refuse de s'en désengager, il n'y aura pas d'Etat palestinien. C'est là que se trouve la clé pour résoudre ce conflit", affirme Ghazi Kelani.

Ce n'est pas près d'arriver... Les nouvelles négociations de paix entamées en août dernier sous l'égide des Etats-Unis buttent depuis quelques semaines sur plusieurs points. Depuis les accords d'Oslo, signés en 1993, les colonies israéliennes ont grandi en profitant du statu quo sur le terrain et d'un changement de contexte politique à nouveau favorable à leur cause. Un retrait israélien de grande ampleur est difficilement envisageable dans ces zones, surtout dans la vallée du Jourdain, alors que la région est en proie à de profonds chamboulements et que nul ne peut prédire que la frontière orientale restera pacifiée dans les prochaines décennies.

Ici encore, l'échec des accords d'Oslo se paie dans la vie quotidienne. Faute d'accord de paix, le découpage intérimaire de la Cisjordanie pourrait devenir définitif. Et, à moins qu'Israël ne décide d'assouplir les règles dans les territoires qu'elles contrôlent, il y a peu de chances que la population palestinienne ne dispose des ressources nécessaires pour y maintenir une activité économique, et un lieu de vie satisfaisant pour ses enfants. Reste à voir combien de générations en zone C perpétueront encore le combat de leurs parents. Rester à tout prix, en dépit de tout espoir de changement.

En Cisjordanie, les agriculteurs palestiniens luttent pour maintenir leur activité. Les difficultés techniques et administratives sont énormes.

Rester, c'est résister

Série

Plus de vingt ans après les accords d'Oslo, la Palestine n'est toujours pas l'Etat indépendant rêvé lors de la célèbre poignée de main entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Le processus de paix est au point mort et le statu quo sur le terrain s'est imposé dans la durée.

Négociateurs israéliens et palestiniens devaient se rencontrer mercredi soir pour tenter de débloquent le processus de paix. La réunion a été reportée. Selon une source palestinienne, elle a été repoussée à jeudi pour permettre à l'émissaire américain Martin Indyk d'y assister. De son côté, Israël, sans donner de raison à ce report, accuse les Palestiniens du meurtre d'un officier de police israélien à Hébron, en Cisjordanie.

Le rêve promis il y a vingt ans est-il encore possible? C'est ce que nous avons cherché à savoir, à travers cette série de reportages. Une plongée en trois volets dans la société palestinienne, qui donne la part belle à ses jeunes: ceux qui sont nés avec cette promesse d'un Etat, et l'attendent toujours.

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles



La camp de réfugiés palestiniens de Balata, en janvier 2011. En soixante-cinq ans, sa population est passée de 4 000 à 29 000 âmes.

Reportage Grégoire Comhaire
Envoyé spécial à Naplouse et Tel Aviv

On l'appelle la "Fiancée de la mer". Au bout du "Tayelet", cette promenade bordée de palmiers qui longe la plage de Tel Aviv sur plusieurs kilomètres, l'antique cité de Jaffa apparaît comme un cadeau. Un vaisseau de pierre posé sur les rochers qui ensorcelle ses visiteurs et les invite à plonger dans ses ruelles ombragées. Fondée il y a 4 000 ans, le port phénicien de Jaffa est l'un des plus anciens de la Méditerranée. Il a longtemps été la porte d'entrée de la Terre sainte et, pour beaucoup d'immigrants juifs au début du XX^e siècle, la première image de ce pays où ils étaient venus trouver une autre vie. Jaffa – "la belle" en hébreu – avait tout pour les charmer. Pas étonnant qu'ils aient bâti leur ville juste à côté. Une ville au nom lui aussi plein de promesses: Tel Aviv, "la Colline du printemps".

Un siècle plus tard, cette colline a bien grandi. Elle a totalement englobé Jaffa qui fait désormais figure de "vieux quartier", branché et bobo, de la métropole israélienne. Les Israéliens y viennent pour son marché aux puces, ses antiquaires, ses boutiques vintage et ses terrasses. Un endroit idéal pour passer le week-end en famille, boire un verre entre amis, et s'imprégner de l'atmosphère envoi-tante de ses vieilles pierres, face aux flots bleus de la mer. Les appartements s'arrachent ici à prix d'or. Les vieilles maisons arabes restaurées avec goût font le bonheur des habitants et

des promoteurs immobiliers. Mais il vaut mieux ne pas avoir peur des fantômes...

Car, derrière les façades, les murs de Jaffa se souviennent encore d'un épisode historique tragique dont ils ont été les témoins. L'attaque par les forces clandestines juives de l'Irgoun, en avril 1948, et le départ précipité de près de 90% de sa population. Des habitants dont les propriétés ont par la suite été confisquées et qui qualifient désormais cet événement de "Nakba", "la catastrophe".

"Mes parents pensaient rentrer chez eux"

A 50 kilomètres à l'est de Tel Aviv, la ville palestinienne de Naplouse s'étend dans une vallée étroite et aride, entre le mont Erbal et le mont Garizim. Depuis Ramallah, on y accède par le sud, via la route n° 60 qui traverse la Cisjordanie du nord au sud. Passées les colonies d'Ofra, Shilo et Eli, la route arrive au carrefour d'Huwara, l'un des quatre points d'entrée de Naplouse, barré jusqu'en 2011 par l'un des plus redoutables check-points de la Cisjordanie. Il faut dire que dans l'imaginaire palestinien, le nom de Naplouse est synonyme de résistance et de répression. Le feu de la deuxième Intifada y a été particulièrement vif. Les chars israéliens ont assiégé

la ville à plusieurs reprises, et les combats de rue ont été féroces entre soldats israéliens et miliciens locaux.

De tous les quartiers de la ville, il en est un qui était la terreur des soldats en service à l'époque. Ce quartier, c'est le camp de réfugiés de Balata, 250 hectares au pied de la colline du même nom, où vivent près de 29 000 personnes dans une promiscuité parfois proche de l'insoutenable. Mahmoud Subeh y est né. Son père était de Haïfa, le grand port industriel au nord d'Israël. Sa mère, d'un petit village aujourd'hui disparu. "Leur histoire est celle de tous les réfugiés de ce pays", explique-t-il. "Ils sont partis précipitamment en 48, en pensant qu'ils reviendraient chez eux dans quelques semaines. Mais ils n'ont jamais revu leur maison. Ils ont abouti ici à Balata, et je suis né avec ce mythe qu'un jour, on finirait bien par rentrer chez nous."

Près de 700 000 Palestiniens auraient fui leur maison entre le mois de mars et le four d'Huwara, l'un des quatre points d'entrée de Naplouse, barré jusqu'en 2011 par l'un des plus redoutables check-points de la Cisjordanie. Il faut dire que dans l'imaginaire palestinien, le nom de Naplouse est synonyme de résistance et de répression. Le feu de la deuxième Intifada y a été particulièrement vif. Les chars israéliens ont assiégé

gence: l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés palestiniens du Proche-Orient (UNRWA). L'agence est toujours en service aujourd'hui et vient en aide à près de 5 millions de personnes dans 59 camps de réfugiés palestiniens du Proche-Orient. "Notre agence a été créée pour répondre à une crise", explique Christopher Gunness, porte-parole de l'UNRWA à Jérusalem. "Au départ, nos missions étaient celles d'un organisme classique chargé de répondre aux crises humanitaires urgentes. Mais, petit à petit, comme la crise s'éternisait, notre mandat a été renouvelé. Et nos missions ont été élargies. Aujourd'hui, nous sommes comme une grande ONG. Nous nous occupons de santé et d'éducation. Nous nous occupons du ramassage des déchets, nous faisons de la distribution d'aide alimentaire et nous développons des programmes de microfinance", précise Christopher Gunness.

Dans tous les camps palestiniens, qu'ils soient au Liban, à Gaza ou en Cisjordanie, l'UNRWA est donc un fournisseur de services indispensable à la cohésion sociale. Un rôle de plus en plus décrié dans le reste de la société palestinienne qui accuse l'agence de maintenir les réfugiés dans un système d'assistanat au détriment de leur cause et aux frais de la communauté internationale.

Balata bouillonne de violence

A Balata, 70% des familles sont originaires de Jaffa. Tout ici rappelle d'ailleurs la cité des grands-parents, que beaucoup n'ont jamais fait qu'imaginer

en rêve vu l'interdiction pour la plupart des habitants de se rendre en territoire israélien. A l'entrée du camp, comme dans tous les autres, il y a le monument de la clé, symbole de la clé des maisons que les réfugiés ont emportée avec eux, et de leur volonté de retourner un jour d'exercer leur "droit au retour". Et puis il y a le Yaffa Cultural Center, un centre culturel qui permet aux jeunes du camp de développer leur créativité dans plusieurs disciplines, et d'échapper ainsi, partiellement, à la morosité de l'endroit et à l'extrême violence qui caractérise le quotidien du camp. "La violence est partout", confirme Mahmoud Subeh, qui dirige la cellule psychosociale du centre Yaffa. "Le chômage et la promiscuité créent de nombreuses tensions dans le cercle familial. Et la violence du contexte politique a une résonance particulière dans un camp comme le nôtre. Avec 29 000 habitants, nous sommes le camp de réfugiés le plus peuplé de Palestine. Mais nous sommes aussi le plus politisé. Les deux Intifadas ont commencé chez nous. Lorsqu'un soldat voit écrit 'Balata' sur une carte d'identité à un check-point, on peut toujours s'attendre à traitement spécial."

Une promenade dans les rues du camp suffit à corroborer ces propos. La population des 4 000 réfugiés arrivés à Balata il y a 65 ans a été multipliée par sept. Hormis les deux rues principales, où il est possible de passer en voiture, le reste du camp est un dédale de ruelles si étroites qu'il est parfois impossible d'y passer à deux. En été, le camp souffre de sérieuses pénuries d'eau. Tout

Depuis 65 ans, la question des réfugiés, qui ont fui ou ont été expulsés de leurs maisons lors du premier conflit israélo-arabe, hante la mémoire des Palestiniens.

Ils sont aujourd'hui 5 millions, répartis dans les pays voisins et dans les territoires occupés.

Certains entretiennent encore le rêve d'un retour. Mais leur sort est loin d'être réglé.

La mémoire douloureuse de l'exil

"Un jour, on en aura assez de se battre pour réparer les blessures de nos aïeux. [...] L'important, c'est l'avenir. Mais je n'en vois pas dans ce camp."

MAHMOUD SUBEH

question d'envisager un retour des réfugiés en Israël. De nombreuses pistes ont déjà été abordées pour résoudre le problème: indemnisation, compensation, intégration complète dans les pays d'accueil, ou encore réinstallation partielle dans le futur Etat palestinien à créer. Mais jamais cette question n'a jamais figuré en tête de l'ordre du jour d'une négociation de paix. Pour Mahmoud Subeh, elle ne sera même jamais tranchée. "Nous en sommes à la quatrième génération de réfugiés", compte-t-il. "Un jour, je crois qu'on en aura assez de se battre pour réparer les blessures de nos aïeux. Jaffa est perdue pour toujours. Certains me voient comme un traître quand je dis ça, mais c'est la vérité. L'important, c'est l'avenir. Et dans ce camp, je ne vois aucun avenir pour nous et pour nos jeunes."

Au pessimisme ambiant s'est ajoutée dernièrement une mauvaise nouvelle. L'un des principaux bailleurs de fonds du centre Yaffa vient de couper son financement de moitié. L'UNRWA elle-même souffre d'un sous-financement chronique alors que les besoins augmentent à mesure que les années passent. Depuis 65 ans, la question des réfugiés hante le conflit israélo-palestinien comme un démon. Nul ne sait pour combien de temps encore...

Série

Plus de vingt ans après les accords d'Oslo, la Palestine n'est toujours pas l'Etat indépendant rêvé lors de la célèbre poignée de main entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Le processus de paix est au point mort et le statu quo sur le terrain s'est imposé dans la durée. Depuis leur reprise le 29 juillet 2013, les pourparlers de paix piétinent sur l'ensemble des questions au cœur du conflit: les frontières, les colonies, la sécurité, le statut de Jérusalem et les réfugiés palestiniens.

Négociateurs israéliens et palestiniens devaient se rencontrer jeudi soir pour tenter de débloquent le processus de paix, avec le concours de l'émissaire américain Martin Indyk.

Le rêve promis il y a vingt ans est-il encore possible? C'est ce que nous avons cherché à savoir, à travers cette série de reportages. Une plongée en trois volets dans la société palestinienne, qui donne la part belle à ses jeunes: ceux qui sont nés avec cette promesse d'un Etat, et l'attendent toujours.

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles